



## Éditorial



Le quatrième trimestre de l'année 2019 a été marqué par la passation de service entre les Directeurs généraux sortant et entrant d'AFRISTAT, la dissémination des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), la poursuite du renforcement des capacités, le développement et le renforcement des partenariats, ainsi que l'organisation de la réunion de coordination interne.

Le trimestre sous revue enregistre deux événements particuliers :

■ Le premier est en rapport avec la passation de service qui s'est déroulée le 20 décembre 2019 à Bamako. Elle marquait la fin du mandat de M. Cosme Vodounou en qualité de Directeur Général d'AFRISTAT, poste qu'il occupait depuis janvier 2012. Durant ces huit années passées à la tête de l'Observatoire, l'intéressé s'est réjoui d'avoir apporté sa contribution à la consolidation de la qualité de centre d'excellence au service du développement de la statistique en Afrique reconnu à AFRISTAT. En effet, la conduite à leur terme des

chantiers relatifs à l'étude sur la réflexion stratégique d'AFRISTAT à l'horizon 2025, la configuration du Fonds AFRISTAT 2016-2025, l'élaboration d'un outil d'aide à l'élaboration des indices des prix à la consommation dénommé Phoenix-UEMOA et la production de nombreux documents méthodologiques ont procuré au Directeur Général sortant une grande satisfaction. Malgré cela, il a reconnu nourrir, à la fin de sa mission, deux regrets principaux qui sont de n'avoir pas réussi à (i) mobiliser, à un niveau satisfaisant, les contributions attendues des Etats membres pour alimenter le Fonds AFRISTAT 2016-2025 et (ii) lancer les initiatives de rénovation des organes statutaires et de révision du traité portant création d'AFRISTAT. Il a formulé le vœu que ces dernières actions puissent connaître une évolution plus heureuse dans les prochains mois sous la direction de M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général entrant à qui il a souhaité pleins succès dans ses nouvelles fonctions. Aux partenaires avec lesquels il a eu le privilège de collaborer, il a témoigné sa reconnaissance pour les appuis et encouragements reçus. Tandis qu'aux anciens collaborateurs, il a transmis ses remerciements pour leur engagement constant à l'accomplissement de leurs tâches à ses côtés.

■ Le second concerne l'organisation, le 5 décembre 2019 à Ouagadougou, de l'atelier régional de dissémination des résultats de l'ERI-ESI organisé dans le cadre du Programme Statistique Régional de l'UEMOA (PSR-UEMOA). La participation d'AFRISTAT à cette rencontre s'est faite au plus haut niveau. De par l'importance du volet enquête dans le PSR-UEMOA et par les innovations méthodologiques introduites au cours de cet exercice, la présentation des résultats faite à la Commission de l'UEMOA et aux autres utilisateurs des données a procuré à l'Observatoire un sentiment de fierté.

Le renforcement et le développement des partenariats étaient aussi en première ligne. En effet, le renforcement des partenariats a été matérialisé par la participation d'AFRISTAT (i) à la 13<sup>e</sup> réunion du Comité des Directeurs Généraux des INS de l'Union Africaine et (ii) aux sessions d'orientation, d'échanges et de formation organisées par d'autres institutions sur les thématiques de la gouvernance, du leadership, de la communication, du SIG, des ODD et des SNDS/SRDS. De plus, la mise en œuvre des projets en cours soutenus par la BAD, la Commission de l'UEMOA, le MEAE de France et le Tchad contribue aussi à ce renforcement. Le développement des partenariats, pour sa part, s'est fait à travers les conventions de prestation de services signées avec la Côte d'Ivoire et le Mali en vue de la modernisation de leurs comptes nationaux. Une assistance technique en direction des pays a aussi été assurée en dehors des cadres précédents et a concerné les domaines des enquêtes auprès des ménages, des statistiques des prix, des statistiques d'entreprises, de l'organisation institutionnelle et de la démarche qualité.

Enfin, les orientations pour les activités à privilégier en 2020 ont été partagées avec l'ensemble du personnel à l'occasion de la traditionnelle réunion de coordination de fin d'année. La finalisation des activités inachevées en 2019, la promotion d'une plus grande visibilité et le renforcement du professionnalisme d'AFRISTAT en constituent les principaux axes.

Aux uns et aux autres je souhaite une bonne et heureuse année 2020.

Cosme VODOUNOU, Ph. D.  
Directeur Général d'AFRISTAT

## Sommaire

### ÉDITORIAL

1

**LES BILANS ALIMENTAIRES  
RENSEIGNEMENT SUR LA SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE, LES INDICATEURS  
DE LA PRÉVALENCE  
DE LA SOUS-ALIMENTATION  
ET SUR LES PERTES POUR LE BÉNIN,  
LA GUINÉE ET LE MALI**

2

### NOUVELLES D'AFRISTAT

5

### ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

6

### AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

10

### ACTIVITÉS INTERNATIONALES

11

### ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

13

### RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES

16



AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(+223) 20 21 55 00

20 21 55 80 • 20 21 60 71

Fax (+223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

## LES BILANS ALIMENTAIRES RENSEIGNENT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LES INDICATEURS DE LA PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION ET SUR LES PERTES POUR LE BÉNIN, LA GUINÉE ET LE MALI<sup>1</sup>

*Madior Fall, expert en statistiques agricoles et environnementales à AFRISTAT*

Les bilans alimentaires ont servi à renseigner quatre indicateurs, selon la méthodologie préconisée par la FAO : (i) le taux d'autosuffisance ; (ii) le taux de dépendance aux importations ; (iii) la prévalence de la sous-alimentation et (iv) les pertes alimentaires. Les deux derniers sont des indicateurs des Objectifs de Développement Durable (ODD) à savoir l'indicateur 2.1.1 portant sur la prévalence de la sous-alimentation (PSA) Cible 1 de l'ODD 2 et l'indicateur 12.3.1 : Indice relatif aux pertes alimentaires mondiales de la cible 3 de l'ODD 12. Les quatre indicateurs ont été estimés pour les trois pays que sont le Bénin, la Guinée et le Mali.

Alors que l'agriculture est le secteur primordial notamment dans les pays en développement, les statistiques agricoles et rurales n'en demeurent pas moins les parents pauvres des systèmes statistiques nationaux. L'initiative de développer la Stratégie mondiale pour améliorer les statistiques agricoles et rurales est une réponse au manque de capacités des pays en développement dans la collecte de données statistiques fiables sur l'agriculture et l'alimentation et dans l'élaboration d'un cadre de référence pour les systèmes de statistiques agricoles durables et à long terme.

Pour répondre à ces défis dans les pays en développement, une Stratégie mondiale (FAO/Stratégie mondiale) a été initiée pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales et adoptée par la Commission des statistiques des Nations

Unies en février 2010. La Stratégie mondiale vise à renforcer les capacités statistiques des pays en développement pour leur permettre de fournir des statistiques fiables sur l'agriculture, l'alimentation et le développement rural, et nécessaires pour la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques de développement.

C'est dans ce contexte, à travers un plan accéléré d'assistance technique, que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) ont signé en décembre 2016 un protocole d'accord en vue de contribuer à la réalisation de certaines actions de la Stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales en matière de formation et d'assistance technique.

Ce protocole porte sur deux volets :

- (1) la création et utilisation des bases de sondage principales dans les enquêtes agricoles telles que celles prévues dans l'enquête agricole intégrée ;
- (2) le processus d'élaboration de bilans alimentaires (BA) utilisant la nouvelle méthodologie développée par la FAO.

Plus précisément quatre pays (Bénin, Guinée, Madagascar et Mali) ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration d'un bilan alimentaire pour l'année de référence 2015.

A la suite de cet exercice le projet SODDA (Projet d'appui au Suivi des objectifs de développement durable en Afrique) conformément à son objectif a permis l'analyse approfondie des bilans alimentaires (BA).

### 1. TAUX D'AUTOSUFFISANCE (TAS)

Le Taux d'Autosuffisance exprime l'importance de la production nationale par rapport à la consommation intérieure. Il est donné par l'équation :

$$TAS = \frac{\text{Production}}{\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations} + \Delta\text{Stocks}} * 100$$

Dans le contexte de la sécurité alimentaire, le TAS est souvent utilisé pour montrer dans quelle mesure un pays se suffit de ses propres ressources productives : plus le TAS est proche de 100, plus le pays se rapproche de l'autosuffisance. Il peut souvent être très élevé alors que le pays dépend fortement des importations pour nourrir sa population. Cela intervient lorsqu'une quantité significative de la production intérieure est exportée.

**Tableau 1: Taux d'autosuffisance alimentaire (%) de 2010 à 2015**

Année	BENIN		GUINEE		MALI	
	Produits animaux	Produits végétaux	Produits animaux	Produits végétaux	Produits animaux	Produits végétaux
2010	41,1	84,1	87,9	6,9	98	94
2011	44,2	76,2	86,9	33,4	98	94
2012	41,3	86,3	87,5	75,2	97	89
2013	40,6	80,6	86,7	92,7	98	93
2014	51,8	82,3	88,8	76,8	98	91
2015	53,4	85,9	87,8	48,1	99	90

Il ressort du tableau ci-dessus que globalement le Mali tend à atteindre l'autosuffisance alimentaire puisque les TAS pour les deux types de produits (végétaux et animaux) sont proches de 100.

Par contre dans le cas de la Guinée, 60% de la disponibilité intérieure<sup>2</sup> en produits provient de la production nationale. Il est à noter qu'en 2015 l'autosuffisance est plus élevée avec les produits d'origine animale (87,8%) que ceux d'origine végétale (48,1%).

### 2. TAUX DE DÉPENDANCE AUX IMPORTATIONS (TDI)

Le Taux de Dépendance aux Importations exprime la part des approvisionnements intérieurs disponibles qui proviennent des importations. Sa formule est :

$$TDI = \frac{\text{Importations}}{\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations} + \Delta\text{Stocks}} * 100$$

Ce taux n'a de sens que si les importations servent exclusivement à la consommation intérieure et ne sont pas réexportées.

<sup>1</sup> Ce papier est une synthèse des rapports des consultants nationaux recrutés dans le cadre du projet Suivi des ODD en Afrique (SODDA) qui a appuyé l'analyse des bilans alimentaires élaborés dans le cadre du protocole d'accord entre la FAO/SM et AFRISTAT

<sup>2</sup> Disponibilité intérieure = Production + Importation – Exportation – ΔStocks

Cf. le rapport d'analyse de la Guinée

**Tableau 2: Taux de dépendance aux importations (TDI) de 2010 à 2015**

Année	BENIN		GUINEE		MALI	
	Produits animaux	Produits végétaux	Produits animaux	Produits végétaux	Produits animaux	Produits végétaux
2010	64	13	12,2	45	2	6
2011	56	19	13,2	52,9	2	6
2012	59	12	12,6	47,5	3	11
2013	59	15	13,4	45,9	2	7
2014	48	17	11,2	49,2	2	9
2015	47	15	12,3	47,8	1	10

En Guinée, dans l'ensemble, 43,2% des disponibilités intérieures en produits sont en moyenne des importations. Les produits végétaux sont les plus dépendants des importations avec un TDI moyen annuel de 48,2% contre 12,5%<sup>3</sup> pour les produits animaux.

Le Mali est plus dépendant des importations en produits végétaux qu'en produits d'origine animale. Cependant il faut noter que les produits halieutiques (poissons et produits de mer) ne sont pas encore intégrés dans la nouvelle approche d'élaboration des bilans alimentaires.

### 3. INDICATEUR DE LA PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION (PSA/POU)

La prévalence de la sous-alimentation est un indicateur d'accès à la nourriture et un indicateur des Objectifs du Développement Durable (ODD). Il permet de mesurer l'atteinte de la cible 1 de l'ODD 2 qui s'énonce : « D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, aient accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante. »

La FAO définit la sous-alimentation comme la « situation dans laquelle la consommation alimentaire habituelle d'un individu est insuffisante pour fournir l'apport énergétique alimentaire (*Dietary Energy Consumption*, DEC en anglais) nécessaire à une vie normale, saine et active ». L'indicateur correspondant est la prévalence de la sous-alimentation (PSA/PoU), qui est une estimation du pourcentage de personnes dans la population totale qui sont en situation de sous-alimentation.

Pour le Bénin et la Guinée qui disposent d'enquêtes sur la consommation des ménages, les coefficients de variation ont été estimés.

Dans le cas du Mali il n'existe pas de données sur la consommation alimentaire des ménages pouvant servir à estimer les paramètres de calcul sur la période 2010-2015. Les coefficients de variation sont fournis par la FAO et on a supposé une fonction de densité de probabilité logarithmique normale pour caractériser la distribution de DEC. Les besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER) sont déterminés en se servant des normes établies par le groupe d'expert FAO/OMS sur les besoins d'énergie. La répartition de la population par groupe d'âge et par sexe est donnée par les perspectives de la population des Nations-Unis (estimations de 2017). Les données sur la taille des individus sont obtenues auprès de l'OMS<sup>4</sup> et les taux de natalité sont ceux des Instituts Nationaux de la Statistique (INSAE<sup>5</sup> pour le Bénin, INS<sup>6</sup> pour la Guinée et l'INSTAT<sup>7</sup> pour le Mali). Le MDER a été estimé en combinant l'ensemble de ces informations à l'aide du modèle EXCEL mis en ligne par la FAO à cet effet. La disponibilité énergétique alimentaire par personne et par jour des BA sert de proxy pour l'apport énergétique alimentaire moyen (DEC).

**Tableau 3: Indicateur de la prévalence de la sous-alimentation (PSA/PoU) en 2015**

BENIN			GUINEE			MALI		
Besoins Energétiques Alimentaires (MDER)	Population (million)	PoU (%)	Besoins Energétiques Alimentaires (MDER)	Population (million)	PoU (%)	Besoins Energétiques Alimentaires (MDER)	Population (million)	PoU (%)
1702	10,5	14,23	1718	12,09	15,8	1708	17,5	5

### 4. INDICE RELATIF AUX PERTES ALIMENTAIRES MONDIALES

L'ODD 12 qui vise à « garantir des modes de consommation et de production durables » avec notamment sa Cible 3 qui stipule que « D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte ». Pour atteindre cet objectif, il faut pouvoir évaluer les pertes alimentaires avant toutes interventions visant à les réduire. Les agences des Nations Unies garantes de l'évaluation des pertes alimentaires (FAO et le Programme Environnemental des Nations Unies) ont proposé de les scinder en deux parties : une partie concernant les pertes alimentaires mesurée par l'Indice Globale des pertes Alimentaires (IGPA) et une autre partie relative aux gaspillages alimentaires dont l'indicateur est l'Indice des Gaspillages Alimentaires

La sélection des produits se fait en tenant compte des objectifs nationaux. En effet, il est difficile de trouver des estimations des pertes pour tous les produits consommés dans tous les pays pour estimer l'indice global et faciliter les comparaisons internationales. Vu que la diversité alimentaire et l'atteinte de la sécurité alimentaire sont les principales priorités visées à travers le calcul de l'IGPA,

Pour les trois pays (Bénin, Guinée et Mali), la sélection du panier de biens a été faite en fonction de l'apport calorique des produits. Les deux produits ayant le plus grand apport calorique par rubrique à l'année de base (2010 dans le cadre de cet exercice) sont retenus. Compte-tenu de l'importance de certains produits dans le régime alimentaire de chaque pays, il a été effectué certains ajustements au panier de produits.

<sup>3</sup> Cf. le rapport d'analyse de la Guinée

<sup>4</sup> Organisation mondiale de la Santé

<sup>5</sup> Institut National de la Statistique et de l'Analyse économique

<sup>6</sup> Institut National de la Statistique

<sup>7</sup> Institut National de la Statistique

<sup>8</sup> Remarque: cette variation peut être due au fait que les années 2010 à 2014 comportent plus d'estimations que 2015

Les résultats ci-dessous ont été obtenus.

Dans le cas du Bénin, pour l'année 2010, le pourcentage de pertes alimentaires se porte à 12,45 %, signifiant ainsi que 12,45 % des aliments produits sont perdus lors de la production, du stockage et de la transformation. En 2015, ce pourcentage est passé à 10,58 % équivalent à un indice de perte de cette année par rapport à 2010 de 85,03. Les pourcentages de pertes ont ainsi diminué de 14,97 % en moyenne sur la période 2010-2015<sup>8</sup>. Le maïs et les haricots sont ceux ayant le plus contribué à cette diminution du taux de pertes avec des indices de perte alimentaires respectifs de 58,19 et de 0,32, alors que le manioc a contribué dans le sens opposé avec un indice de perte alimentaire de l'ordre de 112,53.

Pour la Guinée, les produits céréaliers sont les plus exposés à la perte alimentaire dans la mesure où ce groupe de produits représente à lui seul plus de la moitié (55,6 %) des volumes moyens des pertes sur les six années. Puis viennent les racines amylacées et les fruits qui représentent chacun 17,9 % dans la moyenne des pertes exprimées en tonne métrique (TM). Plus précisément les pertes alimentaires concernent particulièrement le riz et les produits dérivés. En effet, la moyenne des volumes perdus de ce produit représente à lui seul plus du tiers (35,7 %) des pertes alimentaires sur les 6 ans. Le manioc est le deuxième produit affecté par les pertes (12 %), puis le maïs (11 %). La banane et plantain enregistrent 10,3 % de pertes en moyenne sur la période considérée.

Au Mali, les pourcentages de pertes alimentaires ont une évolution qui tourne autour de 13,8 % sur la période 2010-2015. Le pourcentage de pertes alimentaires le plus élevé est observé en 2010 avec 14 %. Par ailleurs, une chute est observée entre 2011 et 2012 où l'indice est passé de 13,8 % à 13,6 % avant de remonter à 13,8 % en 2013 et 2014, cette chute s'explique surtout par la baisse du pourcentage de perte du riz qui est passé de 10,6 % à 9,7 % entre 2011 et 2012 soit une baisse de 8,7 points de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les résultats obtenus pour les trois pays.

**Tableau 4: Evolution et Indice de pertes**

Année	BENIN		GUINEE		MALI	
	Pourcentage	Indice	Pourcentage	Indice	Pourcentage	Indice
2010	12,45	100	12,5	100	14	100
2015	10,58	85,0	11,3	90,4	13,9	99,1

Sources : *Rapports d'analyse approfondie des BA, Projet SODDA, 2019*

### CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'analyse du taux d'autosuffisance sur la période 2010-2015 montre que le Mali affiche une autosuffisance alimentaire plus élevée que le Bénin et la Guinée. En Guinée, dans l'ensemble, 43,2 % des disponibilités intérieures en produits sont en moyenne des importations. Les produits végétaux sont les plus dépendants des importations avec un TDI moyen annuel de 48,2% contre 12,5 % pour les produits animaux.

Dans les trois pays ce sont les produits végétaux qui sont les plus dépendants des importations.

L'utilisation des méthodologies de la FAO pour le calcul de la prévalence de la sous-alimentation relevant de l'ODD 2 et de l'indice des pertes alimentaires relevant de l'ODD 12 a permis d'estimer ces deux indicateurs en se servant des BA et d'autres indicateurs connexes.

Les résultats en 2015 montrent que le Bénin et la Guinée avec respectivement 14,23 % et 15,6 % de la population en prévalence de sous-alimentation sont devant le Mali avec 5 %. En termes d'individus, les estimations donnent 1,5 millions de béninois, 1,91 millions de Guinéens et 0,9 million de Maliens qui souffraient de la sous-alimentation en 2015.

Aussi, la plupart des informations relatives aux usages industriels ne sont pas disponibles au niveau national. Néanmoins pour avoir un BA complet, il est recommandé aux Groupes de travail technique (GTT), qui avaient été mis en place dans les différents pays de poursuivre la recherche d'informations pour pérenniser l'exercice d'élaboration des bilans. A ce titre, le GTT du Bénin a démarré l'activité d'élaboration du BA de 2016, 2017 et 2018 ce qui permettra d'avoir un suivi des indicateurs ODD.

De manière générale un certain nombre d'aspects doivent être pris en compte pour un suivi de ces indicateurs :

1. Améliorer la production des statistiques des secteurs concernés par l'élaboration du bilan alimentaire pour avoir des données de qualité;
2. Poursuivre la formation et l'assistance des Groupes de travail technique afin pérenniser le suivi des agrégats utiles à la formulation des politiques dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation;
3. Mettre en place des dispositifs de conservation des denrées alimentaires pour diminuer les pertes des produits en général, le riz et le manioc en particulier;
4. Soutenir le secteur de l'agriculture au niveau national en investissant dans la recherche et développement, la formation de la main d'œuvre et les équipements afin d'accroître la productivité du secteur;
5. Accompagner les politiques de lutte contre la sous-alimentation en favorisant un environnement sociopolitique, économique et sanitaire résilient.

Pour en savoir plus :

[http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport\\_analyse\\_bilans\\_alimentaires\\_Benin.pdf](http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport_analyse_bilans_alimentaires_Benin.pdf)

[http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport\\_analyse\\_bilans\\_alimentaires\\_Guinee.pdf](http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport_analyse_bilans_alimentaires_Guinee.pdf)

[http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport\\_analyse\\_bilans\\_alimentaires\\_Mali.pdf](http://www.afristat.org/contenu/pdf/publications/Rapport_analyse_bilans_alimentaires_Mali.pdf)

# Nouvelles d'AFRISTAT

## Visites

### Visite de travail du Directeur Général en Côte d'Ivoire

■ Le Directeur Général d'AFRISTAT, M. Cosme Vodounou, accompagné de Mme Niaré Haïcha Drabo, assistante de direction, s'est rendu à Abidjan du 3 au 6 novembre 2019.

A cette occasion, il a été reçu en audience par deux autorités ministérielles. Il s'agit de M. Moussa Sanogo, Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du portefeuille de l'Etat, le 4 novembre

2019 et de Mme Nialé Kaba, Ministre du Plan et du Développement, le 5 novembre 2019. Avec ces deux personnalités, M. Vodounou a abordé les questions relatives à la contribution de la Côte d'Ivoire au Fonds AFRISTAT 2016-2025, à l'appui d'AFRISTAT à l'exercice de rebasage des comptes nationaux et à la dissémination des résultats nationaux de l'Enquête régionale intégrée sur l'Emploi et le Secteur informel.

### Visite du Directeur Général Adjoint en France

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a effectué une visite de courtoisie et de travail en France, au cours de laquelle il a eu plusieurs séances de travail avec des administrations partenaires.

Le 30 octobre 2019, M. Nguema Meyé a échangé tour à tour avec (i) M. Jean Pierre Cling, Chef du Département de la coordination statistique et internationale à l'Insee, (ii) des représentants de l'AFD conduits par M. Jean-François Almanza, Responsable de la Division Gouvernance et (iii) Mme Sophie Maysonnave, sous-Directrice adjointe au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Les 4 et 5 novembre 2019, les entrevues se sont poursuivies respectivement avec Mme Yamina Doolaur, Responsable du pôle Relations Experts à Expertise France et une équipe de la Direction générale du Trésor, emmenée par M. Cyril Rousseau, sous-Directeur des Affaires financières multilatérales et Développement.

Lors de ces rencontres, les discussions ont porté essentiellement sur les thématiques de collaboration à réaliser conjointement au cours des dernières semaines de 2019 et durant l'année 2020, la mise à disposition des experts techniques internationaux et la mobilisation des contributions au Fonds AFRISTAT 2016-2025.

### Visite du Directeur Général au Bénin

■ Le 21 novembre 2019, M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT, a séjourné à Cotonou, où il a rencontré M. Hermann Takou, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances du

Bénin. Avec ce dernier, les échanges ont essentiellement porté sur la mobilisation des contributions du Bénin au Fonds AFRISTAT 2016-2025.

## Départ

■ M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT depuis janvier 2012 a quitté AFRISTAT après deux mandats de quatre ans en fin décembre 2019. Une cérémonie de passation de service, présidée par M. Nguessan Gabriel Doffou, Président du Comité de direction, a eu lieu le 20 décembre 2019 entre le Directeur Général sortant et son successeur M. Paul-Henri Nguema Meyé.

M. Vodounou après huit années passées à la tête de l'Observatoire s'est

réjoui d'avoir apporté sa contribution à la consolidation de la qualité de centre d'excellence au service du développement de la statistique en Afrique reconnue à AFRISTAT. Il a tenu à remercier l'ensemble du personnel pour le travail d'équipe qui a permis de parvenir à ce résultat. Un cadeau symbolique de l'ensemble du personnel de l'Observatoire a été remis au Directeur Général sortant en lui souhaitant une retraite active et paisible tout en restant toujours au service de la statistique.



*Passation de service entre le Directeur Général sortant M. Cosme Vodounou et M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général entrant en présence de M. Nguessan Gabriel Doffou, Président du comité de direction*

# Activités de la Direction générale

## Séminaire du second semestre 2019 sur la conjoncture et les prévisions à moyen terme 2019-2022 dans les Etats de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie

AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest et la Commission de l'UEMOA ont organisé le séminaire traditionnel de conjoncture économique du second semestre 2019 et les prévisions à moyen terme 2019-2022 au profit des Etats membres. Il s'est déroulé du 25 au 29 novembre 2019 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Le thème central a porté sur *Dispositifs de cadrage macroéconomique: Etat des lieux et perspectives à moyen terme.*

Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macro-économique.

La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous-régional Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations Unies

pour l'Afrique (CEA BSR-AO), AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest ont été également représentés.

Les capacités de vingt cadres des pays ont été renforcées par les présentations des institutions et le partage des expériences pays sur l'état des lieux de leurs dispositifs respectifs de cadrage macroéconomique ainsi que la conjoncture au second semestre 2019 et les prévisions macroéconomiques 2019-2022.

## Séminaire sur la conjoncture économique récente et les prévisions à court terme 2019-2020 dans les pays anglophones de la CEDEAO et Cabo Verde

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les pays anglophones de la CEDEAO et au Cabo Verde, un séminaire s'est tenu à Accra du 19 au 21 novembre 2019.

Ce séminaire a été organisé par le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA BSR-AO) en collaboration avec AFRISTAT.

L'objectif principal du séminaire était de partager des expériences sur le dispositif de suivi de la conjoncture et les prévisions économiques

dans les pays anglophones membres de la CEDEAO (Gambie, Ghana, Liberia, Nigéria, Sierra Leone, Cabo Verde).

Ce séminaire se veut une contribution aux efforts entrepris pour disposer d'une vue globale à court et moyen terme sur les indicateurs socio-économiques de la zone CEDEAO.

Les institutions (CEDEAO, CEA, AFRISTAT, UEMOA) ont présenté leur dispositif d'appui aux pays et de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques.

Les pays ont présenté d'abord chacun leur cadre institutionnel de suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomique et ensuite la conjoncture économique récente et les prévisions macroéconomiques 2019-2020.

Les discussions ont donné lieu à un partage d'expériences et des échanges très enrichissants que les pays ont souhaité renouveler l'année prochaine.

## Convention d'exécution des travaux statistiques du PSR-UEMOA 2015-2020

La période sous revue été marquée par des missions d'appui aux pays et l'organisation des ateliers dans les différents domaines.

### Volet Statistiques d'entreprises

M. Roland Frédéric Ngampana, expert d'AFRISTAT en charge des statistiques d'entreprises a conduit trois missions d'appui et animé un atelier.

Au titre des missions:

La première a été réalisée au Togo du 14 au 25 octobre 2019 auprès de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) pour le traitement des données de l'enquête qualitative d'opinions auprès des entreprises industrielles et le calcul des indicateurs qualitatifs d'opinions.

Cet appui a permis de mettre en place, dans un premier temps, un échantillon réduit représentatif du tissu industriel pour les besoins de l'enquête qualitative d'opinions et de calculer les pondérations aux niveaux inférieurs des gammes de produits et des entreprises à partir des chiffres d'affaires et aux niveaux agrégés à partir des valeurs ajoutées issues de la comptabilité nationale. La maquette de traitement de données et de calcul des indicateurs qualitatifs d'opinions a été également élaborée; ce qui a permis de calculer les indicateurs provisoires de cette enquête. Des travaux de cohérence des

données collectées pour le calcul de l'IPI rénové et l'ICA dans l'industrie ont été réalisés.

La deuxième s'est déroulée du 11 au 22 novembre 2019 au Bénin auprès de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) pour la validation des travaux de calcul de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) dans l'industrie, le commerce et les services et le traitement des données disponibles pour le calcul de l'ICA dans la construction.

Cet appui a permis de valider les travaux de traitement des données et de calcul de l'ICA dans l'industrie, le commerce et les services, de traiter les données disponibles pour le calcul de l'ICA dans la construction et de calculer les ICA provisoires dans la construction des quatre trimestres de 2015 et 2016.

De même, les ICA provisoires dans l'industrie, la construction, le commerce et les services des années de référence 2016, 2017 et 2018 ont été calculés.

La troisième a été effectuée du 2 au 6 décembre 2019 auprès de l'Institut national de la statistique (INS) de la Guinée pour l'élaboration des documents conjoncturels de publication de l'indice de prix de production de l'in-

dustrie (IPI) et de l'indice de la production industrielle rénové (IPI rénové). Les documents produits se rapportent au mois d'août 2019 et présentent une analyse succincte des évolutions de l'IPI et de l'IPI rénové par rapport au mois précédent et par rapport au même mois de l'année précédente.

Cet appui a également permis d'élaborer les questionnaires de suivi semestriel de la démographie des produits de l'IPI et de l'IPI rénové ainsi que le questionnaire de suivi des prix et montant hors taxes des services sous traités intervenant dans le processus de fabrications des biens.

S'agissant de l'atelier, AFRISTAT l'a organisé du 25 au 29 novembre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Cet atelier a permis de:

- faire un bilan de la situation de chaque pays dans (i) la mise en place, la collecte des données, la production et la publication des indicateurs conjoncturels d'activité, (ii) la mise en place et la gestion du répertoire statistique minimal d'entreprises industrielles et (iii) la mise en place du dispositif de l'enquête qualitative d'opinions

auprès des entreprises industrielles et le calcul des indicateurs qualitatifs d'opinions;

- dresser les profils des pays au regard de leur état dans l'avancement dans la mise en œuvre des activités du PSR UEMOA;
- évaluer les progrès accomplis depuis le démarrage du PSR UEMOA;
- partager les expériences des pays avancés dans la mise en œuvre des activités;
- dégager pour chaque pays les perspectives pour 2020 en termes d'atteinte des résultats du programme.



*Le Présidium à l'atelier régional de dissémination des résultats de l'ERI-ESI à Ouagadougou*

### **Volet Comptabilité nationale**

AFRISTAT en collaboration avec la Commission de l'UEMOA a organisé deux ateliers régionaux au cours de la période sous revue.

L'un à Ouagadougou, du 7 au 11 octobre 2019, sur le thème *Evaluation du volet Comptabilité nationale du PSR-UEMOA: bilan de la migration vers le SCN 2008 et de la construction des Matrices de Comptabilité Sociale (MCS), partage d'expériences, module ERETES et perspectives.*

L'objectif de cet atelier était de faire le bilan de la production des comptes nationaux et leurs utilisations dans les pays membres de l'Union notamment dans l'élaboration de MCS et de disposer de perspectives pour l'amélioration de la qualité des comptes nationaux élaborés selon le SCN 2008. Ont pris part à cet atelier, les cadres comptables nationaux (trois par Etat membre), des experts de la Commission de l'UEMOA et des organismes partenaires notamment, la BCEAO, la BOAD et AFRISTAT. Il ressort de ces travaux que tous les Etats disposent à ce jour de la micro-MCS désagrégée et s'attèlent à la finalisation des notes méthodologiques et de la diffusion des résultats obtenus sur les sites WEB de leur INS. AFRISTAT a présenté le Guide méthodologique d'élaboration d'une MCS. Concernant le rebasage des comptes nationaux, cinq pays disposent actuellement des résultats des comptes de l'année de base selon le SCN 2008. Les trois autres sont dans les phases de collecte, de traitement de données sources, et d'élaboration des comptes de l'année de base.

L'autre à Saly (Sénégal), du 11 au 15 novembre 2019 sur le thème *Partage d'expériences dans la rétropolation des comptes nationaux.*

L'objectif général de l'atelier était de partager les expériences issues des travaux de rétropolation réalisés dans les Etats. De manière spécifique, il s'est agi de:

- présenter les expériences des Etats ayant déjà engagé des travaux de rétropolation;
- partager l'expérience de l'INSEE dans la conduite des travaux de rétropolation des comptes nationaux;
- présenter aux participants la méthodologie de rétropolation des comptes nationaux

développée par AFRISTAT;

- réfléchir à la mise en place d'un projet de reconstitution de séries longues et homogènes au niveau des pays membres d'AFRISTAT en général, et au sein des Etats de l'UEMOA en particulier.

Ont pris part à cet atelier, les cadres comptables nationaux (trois par Etat membre), des Experts d'AFRISTAT, de la BAD, de l'INSEE et de la Commission de l'UEMOA.

Par ailleurs, une mission d'AFRISTAT, conduite par Ibrahima Sory, expert en comptabilité nationale, Malick Diop, Planam Germain Farouh et Tassondi Dadja Tazou, experts associés en comptabilité nationale, a séjourné à Koulikoro au Mali du 28 octobre au 8 novembre 2019.

L'objectif principal visé à travers cette mission organisée sous forme d'atelier était de traiter et mettre en forme les données de l'année de base 2015, collectées conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN 2008 et ses adaptations. Plus spécifiquement, il s'agissait de:

- finaliser le traitement des sources de données des sociétés financières;
- finaliser le traitement des données relatives aux sociétés non financières;
- traiter les données des administrations publiques;
- traiter les données de l'enquête 1-2;
- traiter les données des enquêtes spécifiques;
- entamer le traitement des autres sources de données restantes.

En outre, AFRISTAT a organisé une mission conjointe de revue de la nouvelle série de comptes nationaux du Niger par les partenaires techniques et financiers.

La mission s'est déroulée à Niamey du 21 au 25 octobre 2019.

Les partenaires ayant participé à cette mission conjointe sont AFRISTAT, le Département des Statistiques du Fonds monétaire international (FMI)/AFRITAC de l'Ouest, la Banque mondiale, la Banque africaine de Développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de

l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

AFRISTAT avait également mobilisé deux experts associés, comptables nationaux du Togo et du Sénégal, qui ont participé aux travaux en tant que pairs.

Les objectifs de la mission conjointe étaient de:

- analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008;
- examiner le niveau de couverture des sources de données utilisées lors du processus d'élaboration des comptes nationaux;
- examiner les méthodes utilisées pour le calcul des différents agrégats;
- formuler des recommandations opérationnelles à l'issue de l'examen des résultats.

De même, à la demande des Autorités ivoiriennes, l'INS a reçu, du 18 au 29 novembre 2019, une mission conjointe de revue de la nouvelle série de comptes nationaux par les partenaires techniques et financiers. La mission s'est déroulée sous forme de séances de travaux techniques en atelier retraite à Jacquelineville. Elle fait suite à une première évaluation par les pairs conduite par AFRISTAT et l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal en octobre 2018, à l'issue de laquelle des recommandations avaient été formulées.

Les institutions partenaires ayant participé à cette mission conjointe sont AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest, la BAD, la Banque mondiale et la CEA. AFRISTAT a également mobilisé deux experts associés, comptables nationaux du Togo et du Sénégal, qui ont participé aux travaux en tant que pairs.

L'objectif général de cet appui est d'accompagner l'INS dans la revue des résultats des comptes de l'année de base 2015 et l'année courante 2016, et d'apporter une assistance technique dans la mise en œuvre des recommandations issues aussi bien de la précédente revue et de la présente évaluation par les institutions partenaires et les pairs.

Plus spécifiquement, il s'est agi de:

- assister l'équipe technique des comptables nationaux à mettre en œuvre les recom-

mandations opérationnelles formulées dans le cadre des revues passées d'évaluation par les pairs des résultats des comptes de l'année de base 2015 et ce en vue de finaliser les résultats y afférant;

- apporter un appui aux comptes nationaux de l'année courante 2016.

### Volet Enquête

Les activités du volet Enquête auprès des ménages se sont poursuivies avec la finalisation

du rapport régional, l'élaboration des modèles de présentation powerpoint pour les disséminations pays et régionale des résultats de l'ERI-ESI. Il y avait quatre modèles de présentation sur: (1) Méthodologie de l'ERI-ESI; (2) Présentation des résultats sur l'emploi; (3) Présentation des résultats sur le secteur informel et (4) Présentation des résultats sur la Gouvernance, paix et sécurité.

Au cours du quatrième trimestre, le rapport de synthèse et le rapport général régionaux ont

été finalisés. Concernant la dissémination des résultats de l'ERI-ESI, six pays l'ont réalisé à l'échelle nationale.

La dissémination régionale organisée le 5 décembre 2019 à Ouagadougou a été l'occasion pour le Directeur Général d'AFRISTAT de transmettre officiellement l'ensemble des livrables du volet Enquête auprès de ménages de la Convention d'exécution du PSR-UEMOA constitués des rapports pays et régional ainsi que des bases de données.

## Projet de renforcement des capacités au Tchad

Au cours de la période sous revue, des missions d'appui ont été réalisées dans les domaines des statistiques d'entreprises et des comptes nationaux. Ces missions interviennent dans le cadre de la Convention signée en janvier 2018 entre l'INSEED et AFRISTAT pour le programme de développement statistique de moyen terme (PDST 2017-2022).

### ■ Mission d'appui à la mise en place d'un Indice du coût de la construction (ICC)

La troisième mission d'appui à la mise en place d'un indice du coût de la Construction (ICC) au Tchad a été effectuée du 18 au 29 novembre 2019.

Cette mission conduite par M. Yankhoba Jacques BADJI, expert en Statistiques des prix, avait pour objectifs spécifiques:

- valider les devis estimatifs produits et calculer les pondérations par type de logement retenu et pour l'ensemble;
- valider et calculer les prix de base collectés en 2018 et les prix courants de 2019;
- calculer l'indice du coût de la construction provisoire pour au moins un trimestre.

La mission a permis d'atteindre les résultats suivants:

- les pondérations des variétés, postes, familles et groupes de produits ont été cal-

culées et traitées;

- les points de vente ont été échantillonnés;
- les données sur les prix ont été traités et les prix de base calculés;
- une maquette de calcul de l'indice a été élaborée;
- les sous indices et l'indice global provisoires ainsi que les indices provisoires par type de logement ont été calculés;
- une feuille de route a été dressée pour la suite des travaux;
- neuf cadres de l'INSEED formés au processus de calcul de l'ICC.

Des recommandations ont été formulées dans le sens de la mise en place d'une organisation du travail au sein du service de conjoncture et surtout de la mise en œuvre de la feuille de route qui doit conduire à la publication de l'ICC en mai 2020.

### ■ Mission d'appui l'élaboration des comptes nationaux

Une mission d'AFRISTAT, conduite par M. Joseph Fouoking, expert associé en comptabilité nationale, a séjourné à N'Djaména du 9 au 20 décembre 2019, dans le cadre d'un appui à l'élaboration des comptes nationaux.

L'objectif principal de cette mission était de renforcer les capacités de l'équipe des comptables nationaux dans le traitement et la finalisation des sources de données indispensables à l'élaboration des comptes de la nouvelle année de base 2017 selon le SCN 2008.

Plus spécifiquement, il s'agissait de:

- examiner et finaliser les sources traitées par l'équipe en vue de leur validation;
- entamer les sources administratives non encore traitées;
- entamer le traitement des enquêtes spécifiques réalisées (marge de commerce, ISBL, médias, etc.).

## Programme de comparaison internationale pour l'Afrique 2017 (PCI-Afrique 2017)

Au cours du quatrième trimestre 2019, AFRISTAT a mené des activités de suivi du PCI-Afrique 2017 dans la zone sous sa supervision. Ces activités ont couvert aussi bien des aspects techniques tels que les travaux sur les statistiques des prix et de comptabilité nationale que des aspects administratifs et financiers du programme.

Les activités techniques ont porté sur le suivi des pays membres.

Les opérations de suivi de la mise en œuvre du Programme au cours du trimestre ont trait à la

soumission des données par les pays membres retardataires. Il faut noter que la BAD a commencé à calculer les indicateurs du PCI-Afrique 2017 avec les données disponibles.

Les données manquantes pour certains pays seront imputées dans le cas échéant.

La situation de la soumission des données se présente comme suit:

### Volet Comptabilité nationale

Taux de soumission des données PCI-Afrique 2017, zone AFRISTAT, au 30 juin 2019:

Enquêtes (ou activités)	Éducation privée	Rémunération des salariés du public	Loyer logement	Volume logement	MORES
Nombre de soumissions AFRISTAT sur 30 pays attendus	30	30	29	28	30
Taux de soumission (en %)	100	100	97	93	100

## Volet Prix

Taux de soumission des données du janvier 2017 à décembre 2018 à la date du 31 décembre 2019 :

Nombre de mois sur les 24 mois attendus	24	15 à 23	Moins de 15
Nombre sur 30 pays attendus	24	3	3
Taux de soumission (en % des 30 pays)	80 %	10 %	10 %

Au titre des aspects administratifs, les pays continuent à soumettre les copies pièces justificatives disponibles des dépenses réalisées

dans le cadre du Programme. Du point de vue financier, les fonds versés aux pays dans le cadre des activités du PCI-Afrique 2017 repré-

sentent 86,44 % des montants dus. Seuls deux pays n'ont pas encore reçu la seconde tranche (Congo et Ghana).

## Projet d'appui au suivi des Objectifs de Développement durable en Afrique (SODDA)

### Journées de sensibilisation aux ODD dans les Ecoles de statistiques africaines

Dans le cadre du projet SODDA, il est prévu l'organisation de journées de sensibilisations sur les ODD au profit des étudiants des écoles de statistique africaines et de Recherches démographiques.

L'objectif général de cette activité est d'informer ainsi que d'accompagner la formation des élèves des trois écoles de statistique et l'IFORD au suivi évaluation des ODD.

Ces journées s'articulent en deux demi-journées.

La matinée est consacrée à l'organisation d'un panel composé d'Experts de diverses institutions qui discutent des ODD. A la suite un échange est prévu entre les étudiants des écoles et les intervenants. L'après-midi est consacré aux présentations des travaux des étudiants.

En effet, un concours avait été lancé et demandait de travailler sur des thèmes techniques en lien avec le suivi des ODD et plus particulièrement la conception et le calcul d'indicateurs de suivi des ODD.

Les meilleures présentations sont alors primées par l'octroi de « prix SODDA ». La première journée de sensibilisation a eu lieu à l'ENSEA d'Abidjan le 18 novembre dernier. Elle avait pour thème *Des statistiques officielles de qualité pour une meilleure prise en compte des ODD en Afrique*.

La journée de sensibilisation à l'ENSAE de Dakar a eu lieu les 18 décembre 2019 autour du thème *La formation statistique au service du suivi évaluation des ODD*.

L'ISSEA et l'IFORD de Yaoundé prévoient d'organiser une journée de sensibilisation commune en janvier 2020. Le thème retenu est *La Formation Statistique et Démographique au service du suivi-évaluation des ODD en Afrique*.



Photo des étudiants et des organisateurs de la journée de sensibilisation de l'ENSEA, Abidjan, Côte d'Ivoire, le 18 novembre 2019

### Réunion sur le suivi des ODD à Paris

Le 6 novembre 2019, les parties prenantes au projet SODDA se sont réunies à Paris pour une réunion de travail. Les représentants d'AFRISTAT, de l'INSEE, d'Expertise France, des 3 écoles de statistique africaines et de l'IFORD ainsi que les représentants des INS (Bénin, Burundi, Cameroun, et Togo) ont poursuivi leurs réflexions engagées pour le suivi des ODD dans les États membres d'AFRISTAT. Ce fut un cadre d'échanges d'expériences qui a permis également de faire des propositions pour un meilleur suivi des ODD dans ces pays. Chaque pays a présenté son expérience en termes de suivi des ODD.

Ces présentations ont permis d'enrichir les discussions et de partager les bonnes pratiques qui peuvent être valorisées à l'échelle régionale et de discuter et proposer des actions à mettre en œuvre dans le cadre du projet SODDA pour l'année 2020.

### Comité de pilotage du projet SODDA

Le 7 novembre 2019, les membres du Comité de pilotage du projet SODDA se sont réunis à

Paris. Durant cette réunion, le comité a discuté de l'état de mise en œuvre des activités en 2019 et validé les perspectives proposées par l'équipe projet pour le second semestre 2019 et l'année 2020.

Le projet SODDA qui devait se terminer à la fin du premier semestre 2020 est prorogé jusqu'en décembre 2020. Cette prolongation de la durée de mise en œuvre va permettre à l'équipe projet d'organiser de nouvelles activités validées par les membres du Comité de pilotage.



# Autres activités d'AFRISTAT

## Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

### BURKINA FASO

■ La Commission de l'UEMOA, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale, a lancé en 2018 dans ses huit Etats membres, une enquête auprès des ménages en vue de l'harmonisation des mesures des conditions de vie dénommée Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (ECHVM).

La collecte de cette enquête a pris fin pour l'ensemble des pays en juin 2019. Le dernier atelier régional tenu à Ouagadougou, du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2019, a porté sur la finalisation de la construction de l'agrégat du bien-être et la production des indicateurs de pauvreté et des conditions de vie des ménages et des populations. Des chiffres provisoires de la pauvreté et des indicateurs non monétaires de la pauvreté ont été produits par l'ensemble des pays membres de l'UEMOA et de deux autres pays, non membres de l'Union, participant à ce programme d'harmonisation (Tchad et Guinée).

Les résultats provisoires indiquaient, pour les pays, la nécessité de poursuivre l'apurement des données.

C'est dans ce cadre que M. Sansan Honkounne Kambou, expert en traitement des données d'enquêtes, a effectué une mission d'appui à l'INSD sur l'apurement des données de l'EHCVM, du 16 au 21 décembre 2019 à Ouagadougou.

La mission a permis, en ce qui concerne l'apurement des données, de :

- (i) corriger les lignes en double et de mettre en cohérence les prix des unités par rapport à la taille des unités locales du fichier de relevés de prix ;
- (ii) corriger les valeurs extrêmes du fichier prix ;
- (iii) mettre en cohérence les valeurs unitaires des données de la consommation avec celles des relevés de prix de marché.

La mission a fait des recommandations en vue d'améliorer la qualité globale des données et en particulier celles du fichier prix. Elle a, en outre, recommandé de revisiter la formule d'estimation du coût d'usage des biens durables pour une meilleure prise en compte de la dépréciation.

### COMORES

■ M. Yankhoba Jacques Badji, expert en statistiques des Prix, a effectué sur financement d'AFRISTAT Sud (AFS) une deuxième mission à Moroni du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2019 pour appuyer l'INSEED de l'Union des Comores dans l'amélioration de la qualité de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).

La mission a aidé à raccorder la série base 2011 à la série base 1999 sur la période de 2000 à septembre 2019. La décomposition de la série de l'IHPC de 10 fonctions à 12 fonctions sur la période 2000 à 2009 a été faite sur la base d'estimation suite à l'indisponibilité des données détaillées.

Pour la période 2010 à 2019 la décomposition est faite à partir des reclassements en utilisant des données détaillées disponibles.

Elle a formé un cadre et neuf personnels de terrain sur la prise en compte des changements de la qualité des produits au moment des remplacements.

### CONGO

■ M. Sansan Honkounne Kambou, expert en traitement des données d'enquête et de recensement à AFRISTAT, a effectué une mission à Brazzaville, du 4 au 15 novembre 2019.

L'objectif de cette mission était d'assister l'INS sur la validation des documents de l'enquête nationale sur l'emploi, le secteur informel et les conditions de vie des ménages dénommée Enquête 1-2-3 dans le cadre de deux ateliers nationaux.

Les travaux des ateliers ont permis de valider :

- (i) le document de méthodologie générale de l'enquête 1-2-3 ;
- (ii) les outils de collecte de l'Enquête 1-2-3 en y intégrant les recommandations des 17<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> Conférence internationale sur les statistiques du travail (CIST) relatives aux critères d'identification des entreprises du secteur informel respectivement de l'emploi.

En outre, un module sur la sécurité alimentaire a été inséré au questionnaire pour renseigner les indicateurs de l'ODD 2.

Par ailleurs, des séances de travail spécifiques avec l'équipe technique ont permis de :

- finaliser l'allocation de l'échantillon suivant les strates ;
- reclasser les produits du questionnaire *Dépenses de consommation* aux fins des travaux sur la pauvreté et les pondérations pour l'IHPC ;
- faire des recommandations d'activités en vue de compléter le dispositif de l'Enquête 1-2-3.

Ces activités portent, d'une part, sur la réalisation d'une enquête sur les unités non standards pour les facteurs de conversion, et d'autre part, sur le renforcement du volet prix pour prendre en compte les besoins de valorisation des quantités collectées au niveau des dépenses de consommation des ménages.

### CÔTE D'IVOIRE

■ Une mission d'AFRISTAT, conduite par Ibrahim Sory, expert en comptabilité nationale, a séjourné à Jacqueville en Côte d'Ivoire du 23 au 27 décembre 2019.

L'objectif général de cette mission est d'apporter un appui à l'élaboration des comptes de l'année de base 2015 et l'année courante 2016.

Les travaux de la mission ont permis de :

- prendre en compte les recommandations sur les équilibres ressources emplois pour certains produits importants de l'économie ;
- apporter un appui à la réalisation des équilibres ressources emplois en année courante 2016, dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux à prix constants.

■ M. Ibrahim Sory, expert en comptabilité nationale, a séjourné à Abidjan, du 16 au 18 octobre 2019 en vue de participer à une revue par les pairs dans le cadre du changement de l'année de base des comptes nationaux de la Côte d'Ivoire et de l'adoption du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

Les objectifs de la mission consistaient principalement à :

- (i) analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008 ;
- (ii) examiner le niveau de couverture des sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux de la nouvelle année de base ;
- (iii) examiner les méthodes utilisées pour le calcul des différents agrégats ;
- (iv) formuler des recommandations opérationnelles, à l'issue de l'examen des résultats.

Les travaux de la mission ont permis de :

- analyser les résultats préliminaires des comptes de l'année de base 2015 ;
- analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008 ;
- examiner le niveau de couverture des sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux de la nouvelle année de base ;
- examiner les méthodes utilisées pour le calcul des différents agrégats ;
- formuler des recommandations opérationnelles, d'ordre général et technique, à l'issue de l'examen des résultats.

### GUINÉE

■ M. Tchadéléki Biabalo Bahazé-Dao, expert en statistiques des prix à AFRISTAT a effectué une mission à l'INS de Guinée à Conakry du 18 au 29 novembre 2019.

Cette mission visait à appuyer les cadres de l'INS à la préparation et à l'importation des données dans l'application Phoenix après la mission réalisée du 8 au 12 juillet 2019.

Le travail a été effectué sur une base pratique et à l'issue de celui-ci, les résultats suivants ont été atteints :

- les fichiers des points de vente, des produits élémentaires, de la composition des carnets et des relevés sont préparés et importés dans la base des données de l'application Phoenix pour tous les sites (Conakry, Kankan-Faranah, Labé-Mamou et Kindia-Boké) ;
- l'indice de janvier 2019 a été calculé pour Conakry de même que l'indice national (en prenant nulles les contributions des autres sites) ;
- le mois de janvier 2019 a été dupliqué vers janvier 2020 pour toutes les régions ;
- l'équipe des prix est formée au processus de sauvegarde des bases de données ;
- la base Phoenix est prête pour les opérations de production de l'IHPC pour tous les sites initialisés et paramétrés.

Tous les cadres de la sous-Direction des Prix à travers leurs comptes utilisateurs ont accès à la base Phoenix via le serveur.

#### MALI

■ Une mission d'AFRISTAT, conduite par Ibrahim Sory, expert en comptabilité nationale, Malick Diop, Planam Germain Farouh, Khadim Sourang et Tassondi Dadja Tazou, experts associés en comptabilité nationale, a séjourné à Koulikoro au Mali du 2 au 20 décembre 2019.

L'objectif général de cet appui est de procéder à la première évaluation du PIB de l'année de base 2015 selon la méthodologie du SCN 2008.

Plus spécifiquement, il s'est agi de :

- finaliser le traitement des sources de données restantes ;
- réaliser les travaux de préarbitrages ;
- élaborer le premier tour des équilibres ressources emplois (ERE) et des comptes de branches (CB) ;
- élaborer une première version du Tableau des échanges inter-industriels (TEI) ;

- élaborer éventuellement le Tableau des ressources et des emplois (TRE) provisoire.

#### NIGER

■ M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a séjourné à Niamey du 12 au 19 octobre 2019 et du 2 au 8 décembre 2019 pour y effectuer des missions d'appui technique.

La première a permis de proposer des actions en vue de l'opérationnalisation du Cadre national d'assurance qualité du Niger et de conseiller un dispositif organisationnel pour l'évaluation de la qualité des productions statistiques, ainsi que la création d'un Conseil scientifique.

La seconde mission a été menée conjointement avec M. Jean Michel Durr de l'Inspection générale des services de l'INSEE.

Elle a permis de formuler des orientations pour rendre les activités menées à l'Inspection des services statistiques en totale adéquation avec le mandat généralement attaché à cette catégorie de service.

## Activités internationales

### ■ Atelier régional sur l'élaboration des comptes nationaux

Serge Jean Edi, expert économiste principal a représenté AFRISTAT à un atelier régional sur les comptes nationaux annuels sur des thématiques spécifiques liés à la mise en œuvre du SCN 2008, qui s'est tenu du 22 au 25 octobre 2019 à Abidjan.

Il a été organisé par la Commission de l'Union africaine (CUA) avec le soutien technique et financier de l'Union européenne à travers le Programme statistique panafricain (PAS).

Ont pris part aux travaux :

- des comptables nationaux de quinze États membres de l'UA ;
- un représentant de la (CEDEAO) ;
- un représentant d'AFRISTAT et des experts et consultants du Programme statistique panafricain (PAS).

Les principaux objectifs de cet atelier étaient de :

- renforcer les capacités des comptables nationaux dans l'élaboration des comptes nationaux annuels ;
- servir de cadre d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre pays participants.

L'atelier a combiné des présentations sur les grandes étapes techniques dans la mise en œuvre du SCN 2008, les principaux changements qu'apporte le SCN 2008 aux comptes nationaux annuels, des présentations des pays participants sur leurs pratiques suivies de discussions.

### ■ Forum inter-régional 2019 de PARIS21

M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a représenté AFRISTAT au Forum inter-régional 2019 de PARIS21 : *Batir la confiance dans les données - Quoi de neuf pour les systèmes statistiques nationaux ?* tenu les 28 et 29 octobre 2019 à Paris.

Le partage d'expériences entre pays et institutions venant de diverses régions du monde en matière d'initiatives entreprises pour accroître la confiance dans les données et dans les entités qui les produisent a constitué l'activité phare.

Le leadership dans la gouvernance des institutions et l'attention accordée à la fonction communication chez les producteurs des statistiques semblent être des facteurs déterminants pour bénéficier de la confiance des utilisateurs.

### ■ Première Conférence internationale sur le National Transfer Accounts (NTA)-Africa

M. Djabar Dine Adéchian, expert en statistiques démographiques, a participé à la première conférence internationale NTA-Africa organisée par le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en étroite collaboration avec le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), du 28 au 30 octobre 2019 à Somone au Sénégal.

Cette conférence avait pour thématique *Dynamiques démographiques et développement durable: la contribution des NTA à l'agenda 2063.*

Y ont pris part, les équipes des Observatoires nationaux du Dividende démographique, les Universitaires et chercheurs des Universités de Thiès, Saint-Louis, Ouagadougou, Abidjan, Ghana, Nigéria, Bénin, Université de Berkeley (USA) et d'autres participants. Des sessions plénières et des sessions parallèles ont été organisées autour des différentes présentations :

1. Dynamiques démographiques pour le développement: enjeux et perspectives en Afrique ;

2. Ecosystème des données des dynamiques démographiques pour le développement en Afrique de l'Ouest.

L'expert a pris part aux sessions selon le centre d'intérêt d'AFRISTAT. A la fin de la conférence, l'expert s'est entretenu avec le Coordonnateur du CREG, Professeur Latif Dramani, sur l'implication d'AFRISTAT dans le processus et son apport à la disponibilité, la comparabilité et l'appui aux pays dans la collecte des données.

#### ■ Atelier de formation des formateurs sur les SNDS/SRDS

L'atelier de formation des formateurs sur les Stratégies nationales et régionales pour le développement des statistiques (SNDS/SRDS) s'est déroulé à Tunis du 12 au 15 novembre 2019, à l'initiative de la Commission de l'Union africaine, dans le cadre du Programme PAS. AFRISTAT y était représenté par M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint. Durant les quatre jours de travaux, les participants ont renforcé leurs capacités en vue de l'élaboration d'une nouvelle génération de SNDS/SRDS tenant compte des orientations de la SHaSA 2, des agendas 2030 et 2063, de la Charte africaine de la statistique et des besoins des pays.

#### ■ 13<sup>e</sup> réunion du Comité des Directeurs généraux des INS de l'Union Africaine

Du 19 au 21 novembre 2019 à Tunis, M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a pris part à la 13<sup>e</sup> réunion du Comité des Directeurs généraux des INS de l'Union africaine. Au cours de cette rencontre, le lancement officiel des activités de l'Institut statistique de l'Union africaine (STATAFRIC) a été effectué avec un examen particulier des actions en cours sur les statistiques des migrations, les différents intervenants dans le domaine statistique en Afrique ont partagé leurs programmes d'activités pour les prochains mois, les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de SHaSA 2 ont été présentés et les échanges sur les projets de statuts de STATAFRIC et de PANASTAT (Centre de formation statistique panafricain) ont eu lieu.

Le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a aussi pris part à la réunion de haut niveau sur la gouvernance des données, tenue le 22 novembre 2019 à Tunis. Durant cette journée de travail, les participants ont été édifiés sur les initiatives en matière de valorisation des nouvelles sources de données (y compris les données massives). Il est clairement apparu que le développement de la recherche dans ce domaine requiert de mobiliser des ressources conséquentes pour mettre à niveau les infrastructures matérielles, les ressources humaines (nouvelles spécialités requises) et un encadrement juridique spécifique.

#### ■ Atelier de validation des Directives sous-régionales pour le suivi de la contribution des forêts aux ODD dans les pays d'Afrique Centrale

M. Djabar Dine Adéchian a participé à l'atelier de validation des Directives de la Commission des forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) pour le suivi de la contribution des forêts aux ODD organisé avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'objectif principal de l'atelier était d'examiner et de valider les Directives de la COMIFAC pour le suivi de la contribution des forêts aux ODD dans les pays d'Afrique centrale.

Y ont pris part, une cinquantaine de participants venus des dix pays membres de la COMIFAC représentés par les Coordinations nationales COMIFAC, les administrations en charge des forêts et de l'environnement, les instituts nationaux de statistique, les institutions de recherche, les organisations de la société civile, les représentants des initiatives, organisations régionales et internationales suivantes: COMIFAC, FAO, GIZ, RIOFAC, AFRISTAT, CEFDHAC, AGAFI, ainsi que des personnes ressources.

#### ■ Atelier SIG et de géoréférencement

MM. Sansan H. Kambou, Issoufou Meite et Djabar Dine Adéchian, respectivement expert en traitement des données d'enquête, expert système d'information et expert en statistiques socio-démographiques ont pris part à l'atelier régional sur le Système d'information géographique et le géoréférencement qui s'est tenu à Paris du 11 au 13 décembre 2019.

L'objectif global de cet atelier régional organisé par l'INSEE était de présenter son expérience en matière système d'information géographique et le géoréférencement ainsi que le carroyage.

L'atelier a réuni, outre les experts d'AFRISTAT, deux représentants de chacun des instituts nationaux de statistique de Cabo Verde, du Maroc et de la Tunisie.

Durant l'atelier, les participants ont eu droit à une série de présentations abordant plusieurs aspects de l'utilisation du SIG et du géoréférencement par l'INSEE. Celles-ci ont permis de voir la richesse et l'importance de disposer des données géoréférencées sur tous les niveaux administratifs et aussi sur les unités d'habitation. Elles ont porté sur les thèmes suivants:

- utilisation des méthodes de géoréférencement;
- utilisation du carroyage comme outil de diffusion;
- les nomenclatures et zonages de diffusion;
- les données utiles et accessibles pour l'analyse spatiale;
- la désagrégation spatiale des ODD;
- état et perspectives du système d'information géographique national.

La délégation d'AFRISTAT a fait une présentation sur les activités réalisées dans le cadre de la Stratégie mondiale avec son appui technique en Côte d'Ivoire avant de dégager les perspectives dans le cadre des activités d'AFRISTAT dans ce domaine.

Enfin, les trois autres délégations Cabo Verde, Maroc et Tunisie ont partagé leurs expériences dans le domaine du SIG et du géoréférencement.

#### ■ Participation à l'atelier de formation sur le leadership statistique

M. Sansan Honkounne Kambou, expert en traitement des données à AFRISTAT, a pris part à l'atelier de formation sur le leadership statistique organisé par PARIS21, les 2 et 3 décembre 2019, à Saly (Sénégal) à l'intention des directeurs généraux des instituts de statistique des pays d'Afrique francophone.

L'atelier a permis de renforcer les capacités des dirigeants des INS d'une dizaine de pays francophones, de la Guinée Equatoriale et du Cabo Verde, sur le leadership et les compétences d'un leader efficace. Plusieurs thèmes ont, à cet effet, été développés dont:

- les piliers du leadership efficace (Direction, engagement et alignement);
- la culture de la responsabilisation;
- l'écoute active;
- les représentations mentales;
- la communication;
- l'émotionnelle;
- la culture du feedback;
- le leadership capable de changement;
- les techniques d'influence.

Au regard de la richesse du contenu de l'atelier, les participants ont recommandé, à l'endroit de PARIS21, que de telles formations puissent être organisées au profit des cadres des systèmes statistiques nationaux en vue de booster leur performance.

#### ■ Participation à l'atelier de formation à l'intention des PMR de la BAD sur la compilation d'indicateur

MM. Yankhoba Jacques Badji et Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao, experts en statistiques des prix à AFRISTAT, ont participé à l'atelier de renforcement des capacités organisé à Lomé du 9 au 13 décembre 2019 par le Bureau de coordination des États en transition (RDTS) et le Département du renforcement des capacités statistiques (ECST) de la BAD avec le soutien de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDD).

L'objectif principal de l'atelier était de sensibiliser les experts en comptabilité nationale sur l'importance de renforcer les partenariats autour des outils de diagnostic de la fragilité pour rendre efficace la résilience dans les pays en transition.

Entre autres, l'atelier visait à former les experts en comptabilité nationale sur :

- l'approche stratégique et opérationnelle de la BAD sur les outils et les instruments de financement pour lutter contre la fragilité et renforcer la résilience ;
- la compréhension de la méthodologie du cadre de l'Évaluation de la Résilience et de la Fragilité des Pays (ERFP) et comment elle peut être appliquée dans les évaluations de fragilité et intégrée dans les documents de stratégie et de programmation ;
- les défis de la collecte de données quantitatives alimentant le cadre de l'ERFP et comment les surmonter grâce à des techniques de calcul d'agrégats de haute qualité pour lutter contre la fragilité et renforcer la résilience ;
- les divers autres instruments à utiliser pour estimer les comptes nationaux et les agrégats macroéconomiques ;
- l'application d'une lentille de fragilité à la conception des politiques, programmes et projets, y compris dans l'élaboration des plans nationaux de développement.

L'atelier a traité aussi des questions liées aux

enquêtes sur les prix des biens de consommation des ménages et des biens et services d'investissement et leur relation avec la compilation des dépenses détaillées du PIB, ainsi que les procédures de validation des données de prix et de comptabilité nationale.

L'atelier a réuni les participants issus de 21 pays en transition, représentés chacun par deux experts en statistique. La COMESA, la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et la CEA ont pris part à l'atelier.

L'atelier a été animé par des experts de la BAD et deux consultants qui ont joué le rôle de facilitateurs.

#### ■ Séminaire de formation sur l'utilisation de la plateforme TALENTOFT

MM. Serge Jean Edi et Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao, respectivement expert économiste principal et expert en statistiques des prix à AFRISTAT, ont participé au séminaire de formation sur l'utilisation de la plateforme TALENTOFT, qui s'est tenu à l'ENSEA d'Abidjan du 16 au 20 décembre 2019.

L'objectif global de ce séminaire, organisé par l'ENSEA, était de préparer le déploiement de la Formation ouverte à distance (FOAD).

Les objectifs spécifiques assignés à cette rencontre étaient les suivants :

- former les enseignants à l'utilisation de la Plateforme Talentsoft et du studio de tournage ;
- préparer la phase pilote du déploiement de la FOAD ;
- définir le canevas des modules de la FOAD.

L'atelier a réuni les enseignants de l'ENSEA d'Abidjan, deux experts d'AFRISTAT, le responsable de la formation continue de l'ENSAE de Dakar et un expert du cabinet TAKE-OFF qui a animé les travaux.

À l'issue de cette formation, les résultats suivants ont été atteints :

- les enseignants savent utiliser la plateforme de la FOAD ;
- les enseignants savent utiliser les outils du studio de tournage ;
- le canevas des modules de la FOAD est défini.

Par ailleurs, il a été recommandé aux enseignants et aux deux experts d'AFRISTAT d'apprêter les différents modules de la FOAD pour la phase pilote avant début février 2020.

## Échos des instituts nationaux de statistique

### ■ CAMEROUN

[www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

#### Le mois de la statistique 2019

Du 20 octobre au 20 novembre 2019, le Système statistique du Cameroun a célébré le mois de la statistique. Le 20 octobre représente la Journée mondiale de la Statistique (JMS) et le 20 novembre est la date de création du tout premier Service local de Statistique générale au Cameroun. Le 18 novembre, Journée africaine de la Statistique (JAS) se situe dans cet intervalle. En cette année 2019, l'on s'est rendu à la 28<sup>e</sup> édition. Plusieurs activités ont meublé le mois à savoir : le lancement officiel des festivités du mois à travers la tenue d'une réunion regroupant les membres du Système national d'Information statistique à l'effet de valider les rapports principaux de l'étude sur la traçabilité des dépenses publiques dans les secteurs éducation, santé, eau-hygiène-assainissement et nutrition (PETS 3) le 14 novembre 2019 ; organisation de la conférence/débat sur le thème *Les possibilités de financement de la*

*statistique* et l'exposition des publications statistiques ce même 14 novembre, et la Déclaration officielle du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire sur le thème de la Journée le 18 novembre 2019.

#### 18<sup>e</sup> session du Conseil national de la Statistique (CNS)

Le CNS a tenu sa 18<sup>e</sup> session ordinaire, le lundi 16 décembre 2019, à Yaoundé. Les travaux étaient présidés par M. Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Président dudit Conseil. Le Directeur Général de l'INS, assisté du Directeur Général Adjoint, rapportait les points inscrits à l'ordre du jour.

Après le mot d'ouverture du Président, le Conseil a adopté l'ordre du jour en trois points :

- état de mise en œuvre des recommandations de la 17<sup>e</sup> session ;
- examen pour validation du dispositif statistique du suivi de la mise en œuvre de la

deuxième phase de la vision et des ODD dans le cadre de la SNDS3 ;

- examen pour validation du projet d'Arrêté pour l'intégration du genre dans les statistiques officielles ;
- examen pour validation des outils d'assurance qualité (lignes directrices) ;
- points inscrits pour information.

À l'issue des travaux, le Conseil a formulé plusieurs recommandations au Secrétariat technique au rang desquelles (i) la prise en compte des contributions des participants dans le dispositif de suivi et la liste des indicateurs ODD sensible au genre ; (ii) la production de l'ensemble des outils devant accompagner le Cadre national d'Assurance Qualité.

#### Réunion de Haut Niveau sur le Développement des statistiques de l'environnement

Le Gouvernement a organisé le 17 décembre 2019 au Palais de Congrès de Yaoundé, sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du

Gouvernement, une réunion de Haut Niveau sur le Développement des Statistiques de l'Environnement. Y ont pris part environ 90 personnes, venant des ministères sectoriels, des institutions partenaires du gouvernement et des ONG et associations œuvrant dans le domaine de l'environnement.

L'objectif de cette réunion est de sensibiliser les décideurs politiques, les acteurs nationaux et internationaux sur l'importance des statistiques de l'environnement et de faire le plaidoyer auprès de toutes ces parties prenantes pour mobiliser les fonds en vue de financer la production des statistiques de l'environnement.

L'adoption du Plan d'Actions national pour le Développement des Statistiques environnementales (PANDSE) 2020-2024 en constituait un résultat majeur.

Au terme des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées notamment la prise en compte du PANDSE dans la 3<sup>e</sup> Stratégie nationale de Développement de la Statistique (SNDS3) et la tenue d'une table ronde des PTF à l'effet de financer le PANDSE.

### **Atelier national pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie pour promouvoir et renforcer le dialogue entre producteurs et utilisateurs des statistiques officielles au Cameroun**

Du 4 au 7 novembre 2019 s'est tenu à Yaoundé l'atelier national pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie pour promouvoir et renforcer le dialogue entre producteurs et utilisateurs des statistiques officielles au Cameroun.

L'objectif de cet atelier était de créer des conditions pour favoriser le dialogue entre ces deux parties prenantes importantes du Système national d'Information statistique (SNIS), dialogue nécessaire pour assurer l'utilité et l'utilisation des statistiques produites pour la planification, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

Les participants aux travaux étaient composés des producteurs, mais également de divers groupes d'utilisateurs : administrations publiques, médias, société civile, universitaires et

parlement. L'atelier a bénéficié de l'appui technique et financier de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies et de la Division statistique des Nations Unies (DSNU).

Au terme des travaux, la version provisoire de la stratégie du dialogue entre producteurs et utilisateurs de statistiques officielles au Cameroun a été produite.

### **Publication du rapport sur la situation des indicateurs des objectifs de développement durable au Cameroun**

En décembre 2019, l'INS a publié le rapport sur la situation des indicateurs des objectifs de développement durable au Cameroun.

Cette publication disponible en français et en anglais a bénéficié de l'appui financier du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

## **■ CÔTE D'IVOIRE**

[www.ins.ci](http://www.ins.ci)

### **Atelier de finalisation des documents méthodologiques d'opérationnalisation du RP-2019**

Du 11 au 16 novembre 2019 s'est tenu sous la présidence de M. Doffou N'Guessan, Directeur Général de l'INS et Directeur National du recensement de la population 2019, l'atelier de finalisation des documents méthodologiques d'opérationnalisation du Recensement de la population 2019 (RP-2019).

L'objectif principal de l'atelier était d'affiner la méthodologie globale de mise en œuvre des principales activités du RP2019 telles que déclinées dans le document projet en vue d'une meilleure opérationnalisation des dites activités.

Cet atelier a réuni 59 cadres représentant les administrations et institutions suivantes :

l'UNFPA, l'ENSEA, la Direction générale de l'Emploi, l'Agence Emploi Jeune, le Ministère

du Plan et du Développement, la Direction générale de l'Administration du territoire, l'INS, le Bureau technique permanent du recensement et le Cabinet de communication FCM.

### **Journée africaine de la Statistique (JAS) édition 2019**

A l'instar des autres pays africains, la Côte d'Ivoire a célébré le 18 novembre 2019, sous l'impulsion de l'INS, la 29<sup>e</sup> édition de la Journée africaine de la Statistique, sous le thème : *Tout le monde compte : des statistiques de qualité pour une meilleure gestion des déplacements forcés en Afrique.*

En Côte d'Ivoire, la célébration a été marquée par deux temps forts :

- la déclaration du Gouvernement radiotélévisée lue par Mme Kaba Nialé, Ministre du Plan et du Développement ;
- l'exposition d'une diversité de produits et publications de l'INS dans le hall de la Tour C de la Cité administrative abritant le siège de l'Institut.

### **Etat de la mise en œuvre du SCN 2008 et le changement de l'année de base des Comptes nationaux**

Dans le cadre de la mise en œuvre du SCN 2008 et le changement de l'année de base des Comptes nationaux, l'INS a organisé du 11 au 29 décembre 2019 à Jacqueville, un atelier de consolidation des comptes de 2015 et de production des comptes de 2016 selon le SCN 2008 en tenant compte des observations et des recommandations de la dernière mission d'assistance technique composée par AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Banque mondiale effectuée du 18 au 29 novembre 2019.

Les travaux se sont déroulés en plénière sous forme d'échanges directs entre les experts provenant des institutions suivantes : AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ainsi que de la BAD et le personnel de la Direction de la Comptabilité nationale de l'INS.

## **■ SÉNÉGAL**

[www.ins.ne](http://www.ins.ne)

### **Le Sénégal vient de boucler le processus d'élaboration de sa 3<sup>e</sup> Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS III)**

Avec l'assistance technique et financière de la BAD, Paris 21, l'ONUFEMMES, l'UNICEF, le

PNUD, l'Observatoire national de la Parité, le Sénégal vient de boucler le processus d'élaboration de sa 3<sup>e</sup> Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS III), démarré en avril 2019.

Couvrant la période 2019-2023, cette nouvelle stratégie est parfaitement articulée aux documents de politique publique, particulièrement le Plan Sénégal Emergent qui est à présent le

seul cadre de référence de la politique de développement économique, social et environnemental. L'élaboration de la SNDS III a été déroulée de manière participative et inclusive avec toutes les structures membres du Système statistique national (SSN), suivant les différentes phases du cycle de formulation des SNDS édicté au niveau international : diagnostic du SSN, définition de la vision et des straté-

gies, élaboration des plans d'action, rédaction du document final.

Il faut noter que le Sénégal a également bénéficié de l'appui d'un consultant international et de trois consultants nationaux, tous recrutés par la BAD.

Le dispositif organisationnel mis en place pour l'exercice comprend un comité de pilotage présidé par le Directeur Général de l'ANSD qui est également le président du Comité technique des programmes statistiques (CTPS), une équipe technique multisectorielle dénommée Secrétariat technique permanent présidé par la Coordonnatrice de la Cellule de programmation, d'harmonisation, de coordination et de coopération internationale de l'ANSD, les cinq comités sectoriels du CTPS et une cellule de communication.

La vision du SSN à l'horizon 2035 s'énonce comme suit: **Un système statistique national stable, cohérent, ouvert et répondant aux besoins des utilisateurs.**

La SNDS III repose ainsi sur un socle stratégique et quatre piliers stratégiques:

- le socle stratégique: parachever la réforme institutionnelle du SSN;
- Pilier stratégique 1: développer la production statistique en tenant compte du genre et de la décentralisation pour satisfaire les

besoins en information des utilisateurs;

- Pilier stratégique 2: améliorer la diffusion et promouvoir l'utilisation efficiente des statistiques et la culture statistique;
- Pilier stratégique 3: moderniser l'infrastructure statistique et relever le défi de la transformation numérique et de la révolution des données;
- Pilier stratégique 4: renforcer le partenariat et la coopération internationale en matière de statistique.

Les piliers stratégiques sont déclinés en objectifs stratégiques et des résultats attendus ont été identifiés.

Cette nouvelle SNDS sera très prochainement adoptée par le Conseil national de la Statistique.

### **Atelier régional d'échanges d'expériences en matière d'élaboration d'annuaires statistiques thématiques dans les Etats membres de l'UEMOA**

Un atelier régional d'échanges d'expériences en matière d'élaboration d'annuaires statistiques thématiques dans les Etats membres de l'UEMOA a été organisé par la Commission de l'UEMOA du 16 au 25 septembre 2019 à

Dakar. L'atelier avait pour objectif d'identifier les statistiques sociodémographiques et économiques communes aux annuaires des Etats membres afin d'opérationnaliser le cadre d'échanges des données mis en place par la Décision n°05/2013/CM/UEMOA.

Ont pris part à l'atelier, des experts en charge de l'élaboration des annuaires statistiques et documents similaires au niveau des INS et des cadres de la Commission de l'UEMOA.

L'atelier a été présidé par M. Mamadou Makhtar Diagne, Commissaire en charge du département des Politiques économiques et de la Fiscalité intérieure de la Commission de l'UEMOA.

Les travaux ont porté sur:

- (i) le cadre institutionnel et réglementaire du Système statistique régional;
- (ii) le projet de mise en place de StatBase-UEMOA;
- (iii) le partage d'expériences en matière d'élaboration d'annuaires statistiques thématiques;
- (iv) le canevas du projet d'annuaire thématique régional;
- (v) la validation des indicateurs à retenir pour StatBase-UEMOA et de leurs sources de renseignement.

## **■ TOGO**

[www.togostat.org](http://www.togostat.org)

### **Célébration de la Journée africaine de la Statistique (JAS) : édition 2019**

Le 18 novembre 2019, le Togo a célébré à l'instar des autres pays africain, la JAS.

Depuis une dizaine d'années, la commémoration de cet événement est délocalisée dans les chefs-lieux des régions administratives.

Ainsi, après Sokodé en 2017 et Dapaong en 2018, les manifestations de la JAS 2019 se sont déroulées en différées, cette année, à Atakpamé, le 25 novembre 2019.

A cette occasion, le Directeur de Cabinet, représentant le Ministre de la Planification, du Développement et de la Coopération a délivré un message solennel à tous les acteurs du Système statistique national ainsi qu'aux populations de notre pays en les exhortant à plus d'engagement pour la cause de la statistique. Les participants aux différentes activités de cette célébration, ont également suivi des exposés sur le thème central retenu cette année, à savoir: **Tout le monde compte: des statistiques de qualité pour une meilleure gestion des déplacements forcés en Afrique** et

sur d'autres thèmes connexes ainsi que des séances de sensibilisation sur l'importance des statistiques dans le processus de développement du Togo, notamment à travers le Programme national de Développement 2018-2022.

Des attestations de reconnaissance ont été décernées à quatre meilleures structures pour leur disponibilité à accueillir et à fournir des informations recherchées aux agents de collecte de l'Institut National de la Statistique et des Etudes économiques et démographiques (INSEED).

A l'issue du tirage au sort effectué, c'est la région de la Kara qui est retenue pour abriter les manifestations de la JAS en 2020.

Le Directeur général de l'INSEED, M. Koame Kouassi, a précisé que le but, en observant la JAS, est de sensibiliser le public sur l'importance de la statistique dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de l'impact des politiques de développement durable sur les conditions de vie des populations de chaque pays.

Rappelons que cette journée est instituée depuis mai 1990 par la 25<sup>e</sup> session de la commission économique des Nations Unies pour

l'Afrique et la 16<sup>e</sup> conférence des ministres africains de l'Economie et du Plan.

### **Atelier de finalisation du plan de travail annuel (PTA 2020) de l'INSEED**

Du 19 au 21 décembre 2019 est organisé à Kpalimé, un atelier de finalisation du PTA 2020 de l'INSEED à l'attention des premiers responsables de l'Institut. Le Directeur Général, le Secrétaire Général, les Directeurs centraux et régionaux ainsi que les Chefs de division et de cellule ont pris part aux travaux.

Le projet de PTA issu de ses travaux sera soumis pour adoption au Conseil d'administration de l'Institut programmé en janvier 2020. Une fois adopté, ce document sera le document de référence en matière de budget qui sera exécuté au titre de l'année 2020 à l'INSEED.

A l'ouverture des travaux, le Directeur Général, M. Koame Kouassi a exhorté les participants à finaliser les propositions d'activités et de budgets qui tiennent compte des urgences et défis auxquels l'Institut fera face en 2020 en vue de permettre à l'Institut de disposer d'un PTA réaliste et facile à mettre en œuvre.

# Réunions, ateliers et séminaires

## Ouagadougou, 13 - 24 janvier 2020

Atelier technique de finalisation des indicateurs de pauvreté et de bien-être et de raccordement des chiffres de la pauvreté

## New York, 3-6 mars 2020

51<sup>st</sup> session of the United Nations Statistical Commission

## Freetown, 6 - 13 février 2020

Réunions statutaires de fin d'année 2019 de l'Agence Monétaire Ouest Africaine (AMAO)

## Abidjan, 26 mars 2020

30<sup>e</sup> réunion du Comité d'Orientation d'AFRITAC de l'Ouest

## Addis-Abeba, 20 février 2020

4<sup>e</sup> réunion consultative avec les Communautés économiques régionales

## Yaoundé, 17 mars 2020

22<sup>e</sup> réunion du Comité d'Orientation d'AFRITAC Centre

## Ouagadougou, 25 - 28 février 2020

Atelier de renforcement des capacités des experts des Etats membres de l'UEMOA dans la production et la diffusion des indicateurs de l'emploi et de la formation professionnelle

## Livingstone, 19 - 21 mai 2020

Conférence 2020 de l'IAOS



*Meilleurs Vœux*

**2020**

**BIENTÔT 25 ans 1996-2021**

**L'excellence au service du développement de la statistique en Afrique depuis bientôt 25 ans !**

*Le Directeur Général et toute l'équipe d'Afristat vous adressent leurs meilleurs vœux de Bonne et Heureuse Année 2020 !*

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

**La lettre d'AFRISTAT** en envoyant un courriel à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet: Abonnement

Directeur de publication: Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef: Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction: Serge Jean EDI, Sansan Honkounne KAMBOU, Djabar Dine ADECHIAN, Yankhoba Jacques BADJI, Fatima BOUKENEM

Maquette et impression: IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739